

Franck Rebela dit « non » au dialogue d'Ali Bongo et dezingue Ndemezo'o

Virginie Boucka

Franck Rebela, secrétaire national de Démocratie nouvelle, ancien sénateur du 3^{ème} arrondissement de Port-Gentil, s'est prononcé sur le dialogue national proposé par Ali Bongo. Soutien de Jean Ping à la dernière élection présidentielle, il a choisi le siège du Parti gabonais du progrès (PGP), quartier général de son candidat à l'élection présidentielle du 27 août 2016, pour donner également son avis sur plusieurs questions politiques d'actualité, le 16 novembre dernier. Un choix plein de sens, à en croire l'homme politique qui montre qu'il n'est pas près de brader ses convictions sur l'autel des intérêts égoïstes. « En politique, justement, plus qu'ailleurs, les symboles indiquent et s'expriment parfois mieux que les paroles », a-t-il déclaré à l'entame de son propos, avant d'ajouter, pour être on ne peut plus clair, que « j'ai voulu tout de suite planter le décor pour que tous sachent, dans la foulée que, pour moi, l'élection présidentielle n'est pas derrière nous. Elle est plutôt au-devant de nous, tant que son véritable épilogue n'est pas livré. C'est-à-dire, tant que Jean Ping n'est pas installé à la présidence de la République

». Les termes utilisés par Rebela pour désigner Ali Bongo et son pouvoir sont très expressifs sur la distance qui le sépare d'eux et qui, sauf miracle, sera toujours aussi longue tant que le choix opéré par le peuple le 27 août dernier ne sera pas respecté. « Etat voyou », « pouvoir usurpé », « candidat malheureux », « monumental perdant », les expressions utilisées par l'ancien sénateur trahissent bien sa posture avant même qu'il nous la décline de façon claire. Rebela ne reconnaît pas la victoire d'Ali Bongo à la dernière élection présidentielle et ce n'est pas la décision de la Cour constitutionnelle qui lui fera changer d'avis. Il révèle qu'il a été approché par le pouvoir, qui lui a proposé un poste dans le gouvernement. Offre qu'il a « poliment » déclinée. « Accepter de rentrer dans un tel gouvernement aurait, sans doute, fait bondir mon maigre portefeuille, mais m'aurait conduit à trahir mes convictions et surtout Jean Ping qui me fait confiance et pour lequel, grâce à la proximité des idées et des principes, je suis devenu un proche ».

Un dialogue pour légitimer le pouvoir de Bongo



Franck Rebela, secrétaire national de Démocratie nouvelle, refuse le dialogue avec Ali Bongo, mais opte pour une participation de l'opposition aux législatives.

Dès lors, il est bien clair, pour Franck Rebela, qu'il est hors de question d'aller au dialogue avec Ali Bongo. « Je suis de ceux qui disent effectivement non à un dialogue dont le but est connu d'avance et qui ne servirait qu'à ce que le PDG et des Bongo s'éternisent », martèle-t-il, avant de donner un cours de sciences politiques au président de son parti. Ndemezo'o, aux yeux de Rebela, a en effet, commis « une faute politique » en faisant de sa décision celle du parti dont il est

à la tête. « Qu'il ait raison ou tort, cette posture du président Ndemezo'o Obiang constitue une faute politique qui ne peut empêcher qu'on y voit des non-dits. (...) Nous sommes encore loin des partis politiques démocratiques que caressent nos rêves depuis plusieurs décennies. Sur ce principe seul, je ne pouvais qu'être hostile à l'accommodement qui voudrait que le président d'un parti y soit le seul maître à penser et que les autres militants, quels que soient leurs grades et qua-

lités, ne seraient que des pots de fleurs pour décorer les envies, les compromis, les ambitions, voire l'opportunisme du chef », a déploré le secrétaire national de Démocratie nouvelle.

Egrenant les raisons de son refus de dialoguer avec Ali Bongo, Rebela évoque, tout d'abord, la question de la légitimité de l'homme qui appelle à ce dialogue. « Ce dialogue, made in Ali Bongo, pêche outrageusement par la qualité du requérant qui, en se faisant honteusement déclarer par la Cour constitutionnelle vainqueur de l'élection présidentielle qu'il n'a pas gagnée, se disqualifie », estime-t-il, avant d'y ajouter le ressentiment suite au « macabre massacre de plusieurs de nos compatriotes, victimes de la cruauté » du président déclaré élu. L'appel au dialogue de ce dernier apparaît ainsi comme « un aveu de culpabilité et de faiblesse reconnue ». Car, indique Franck Rebela, « le vainqueur ne dialogue pas, il gouverne. Et au lieu de se laisser distraire par l'appel du pouvoir, l'opposition doit se concentrer sur la conquête de sa victoire volée ».

« Préparons les législatives »

Cette conquête passe, selon l'ancien sénateur, par une mise en place des stratégies claires et efficaces. Aussi propose-t-il que l'opposition prenne part aux législatives, quand bien même celles-ci seraient organisées par Ali Bongo. « La lutte pour la conquête du pouvoir ne doit plus céder le moindre espoir au PDG. Aussi, les prochaines législatives me paraissent-elles, une fois de plus, une autre occasion de démontrer que la dynamique de

l'opposition unie, conduite par Jean Ping, reste démographiquement et sociologiquement prépondérante dans le pays. Maintenant, je vous dis, mes chers amis, préparons les législatives comme moyen de rétablissement de l'élection présidentielle et de la victoire de notre champion Jean Ping. Au surplus, si nous considérons Jean Ping comme le président élu, pourquoi nous ne lui donnerions pas sa majorité à l'Assemblée nationale ? », s'interroge Franck Rebela, non sans suggérer que l'opposition tire les leçons du boycott des législatives organisées après l'élection présidentielle contestée de 2009. « Parmi les erreurs de l'opposition en 2009, explique-t-il, il y a le boycott des élections législatives qui confèrent à Ali Bongo une majorité plus qu'écrasante à l'Assemblée nationale. Laquelle lui servit pour modifier la Constitution et de se tailler des institutions sur mesure. Certains s'en souviennent. Alors, parlementaire, j'avais fait la démonstration du désastre institutionnel dans lequel les émergents avaient plongé notre pays. Pays où ils ont fait d'Ali Bongo Ondimba un monarque républicain ».

S'inscrivant dans la résistance prônée par Jean Ping qu'il considère comme « président de la République élu », Rebela estime que « l'opposition, la vraie, doit s'inventer de nouvelles méthodes de combat ». Car, conclut-il, « le combat pour installer Jean Ping à la présidence de la République doit être mené quotidiennement et méthodiquement en refusant les défaitistes qui pensent que tout est plié ».

Causerie politique

Le MPR ravive la flamme de la résistance

V.B

Les tentes et les chaises prévues pour accueillir les populations n'ont pu contenir tout le monde. Les habitants de Cuvette centrale (4^{ème} arrondissement) sont en effet



gouffre. Nous n'acceptons donc pas qu'Ali Bongo continue de diriger ce pays. Et comme il n'a pas remporté l'élection présidentielle, il doit partir, nous devons le faire partir », a-t-il martelé. Le président du MPR, dans son discours, veut amener les popu-